

100423201 JCD/MO/

SERVITUDE

Commune de LEZIGNAN CORBIERES / CTS SCI MB INVEST-SIMONET-

MONTEIL et ASPERGES

**L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE
A LEZIGNAN-CORBIERES (Aude), en l'Etude ci-après designée,
Maître Jean-Charles DAVID, Notaire soussigné à LEZIGNAN-
CORBIERES (11200), 40, Avenue du Maréchal Joffre,**

**A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE
SERVITUDE.**

- "PROPRIETAIRES DES FONDS DOMINANTS" -

1°)La Société dénommée **SARL MB INVEST**, Société à responsabilité limitée au capital de 100 €, dont le siège est à LEZIGNAN-CORBIERES (11200), 19 cours de la République, identifiée au SIREN sous le numéro 804264620 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NARBONNE.

2°) Monsieur Michaël Robert **MONTEIL**, pompier professionnel, demeurant à LEZIGNAN CORBIERES (11200) impasse Van Gogh.

Né à LEZIGNAN-CORBIERES (11200) le 27 août 1986.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240910-2024-100-DE

Accusé certifié exécutoire

3°) Monsieur Florent Jean-Robert Louis **ASPERGES**, Kinésithérapeute, époux de Madame Sophie Camille Evita **MITJANA**, demeurant à LEZIGNAN-CORBIERES (11200) 8, rue des Ajoncs.

Né à NARBONNE (11100) le 12 mai 1987.

21/09/2024 16:09/2024

Publication : 16/09/2024

Pour le Maire



Marié à la mairie de VILLEGLY (11600) le 25 juin 2022 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Caroline FAU, notaire à LEZIGNAN-CORBIERES (11200), le 11 mai 2022.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

4°) Monsieur **SIMONET** Jean Martin Pierre, domicilié de droit chez son père, "La Bergère", Route de Sérème, célibataire.

Né à NARBONNE (Aude), le 8 Février 1990.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale

- "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" -

La Société dénommée **COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES**, Autre collectivité territoriale dont le siège est à LEZIGNAN CORBIERES (11200), place Hôtel de Ville, identifiée au SIREN sous le numéro 211 10 20 33 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NARBONNE.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS

- Le fonds dominant cadastré Section AV n° 247 appartenant à SARL MB INVEST est détenu en toute propriété.
- Le fonds dominant cadastré Section AV n° 61 appartenant à Monsieur Mickaël MONTEIL est détenu en toute propriété.
- Le fonds dominant cadastré Section AV nuémros 245 et 246 appartenant à Monsieur et Madame ASPERGES est détenu en toute propriété.
- Le fonds dominant cadastré Section AV n° 55 appartenant à Monsieur Jean SIMONET est détenu en toute propriété.
- Le fonds servant appartenant à COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES est détenu en toute propriété.

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- La Société dénommée SARL MB INVEST est représentée à l'acte par

- Monsieur MONTEIL est présent à l'acte .
- Monsieur et Madame ASPERGES
- Monsieur Jean SIMONET

- La Société dénommée COMMUNE DE LEZIGNAN CORBIERES est représentée à l'acte par

TERMINOLOGIE

- Le terme "**PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT**" désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.
- Le terme "**PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT**" désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts.

Le propriétaire du fonds servant déclare qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente servitude par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- existence d'une inscription et défaut d'autorisation préalable du créancier à la présente constitution de servitude ;
- servitude de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;
- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

DOMAINE PRIVE

Le fonds servant est le domaine privé de la Commune.

DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du visée par la le ou télétransmise à la le , dont une ampliation est annexée.

La délibération a été prise au vu de l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat en date du dont une ampliation est annexée.

La délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la commune ait reçu notification d'un recours devant le tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département pour acte contraire à la légalité, ainsi que son représentant le déclare.

Il est précisé en tant que de besoin que le contenu de la délibération et l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat précisent le type de servitude, son assiette, et ses modalités d'exercice et de redevance tels qu'ils sont rapportés ci-après.

DESIGNATION DES BIENS

- I - FONDS DOMINANT

En ce qui concerne l'immeuble appartenant MB INVEST invest :

A LEZIGNAN-CORBIERES (AUDE) 11200 Lieu-dit La Bergère,
Une parcelle de terraon à bâtir portant sur la partie de le la parcelle hord DP
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|-----|------------|------------------|
| AV | 247 | La Bergère | 00 ha 61 a 33 ca |

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Charles DAVID, notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 20 octobre 2022 publié au service de la publicité foncière de CARCASSONNE depuis

En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M. MONTEIL :**DÉSIGNATION**

A LEZIGNAN-CORBIERES (AUDE) 11200 La Bergère,
Une parcelle de terrain à bâtir non viabilisée .

Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|----|------------|------------------|
| AV | 61 | LA BERGERE | 00 ha 12 a 50 ca |

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Il est ici précisé que l'accès à ce terrain se fait par un chemin sur la parcelle 77, propriété de Monsieur et Madame SIMONET, et la parcelle 70, propriété de la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES.

Il est ici précisé que le chemin sur la parcelle 77 utilisé par le vendeur pour accéder à son bien n'est pas une servitude au profit de la parcelle vendue mais au profit des parcelles AV 76, 5, 55 et 56.

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Charles DAVID, notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 04 septembre 2020 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE depuis

En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M et Mme ASPERGES**DÉSIGNATION**

A LEZIGNAN-CORBIERES (AUDE) 11200 La Bergère,
Une parcelle de terrain à bâtir non viabilisé .

Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|-----|------------|------------------|
| AV | 245 | LA BERGERE | 00 ha 09 a 71 ca |
| AV | 246 | LA BERGERE | 00 ha 10 a 86 ca |

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Caroline FAU notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 08 février 2024 publié au service de la publicité foncière de CARCASSONNE depuis.

En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M Jean SIMONET :**DÉSIGNATION**

A LEZIGNAN-CORBIERES (AUDE) 11200 La Bergère,
Une parcelle de terrain à bâtir non viabilisé .

Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|----|---------|---------|
|---------|----|---------|---------|

| | | | |
|----|----|------------|------------------|
| AV | 55 | LA BERGERE | 00 ha 21 a 20 ca |
|----|----|------------|------------------|

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Caroline FAU notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 25 octobre 2000 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE depuis.

- II - FONDS SERVANT

En ce qui concerne l'immeuble article un :

A LEZIGNAN-CORBIERES (AUDE) 11200 Lieu-dit La Bergère,

Une parcelle de terre

Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|----|------------|------------------|
| AV | 70 | La Bergère | 00 ha 69 a 45 ca |

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 15 décembre 2000 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE le 15 décembre 2000 volume 2000P, numéro 11834.

La parcelle initialement cadastrée Section B numéro 1712 est devenue la parcelle actuellement cadastrée Section AV numéro 70

La Section B numéro 1712 pour en être propriétaire depuis avant 1948

ORIGINE DE PROPRIETE

FONDS DOMINANT

1°) En ce qui concerne l'immeuble appartenant MB INVEST invest :

Le bien objet des présentes appartient à la SARL MB INVEST pour en avoir fait l'acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Charles DAVID, notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 20 octobre 2022 publié au service de la publicité foncière de CARCASSONNE depuis, de :

1°) Mademoiselle Patrice Jeanne Marie CASSAGNEAU, demeurant à LEZIGNAN-CORBIERES (11200) 22 avenue des Pins.

Née à CARCASSONNE (11000) le 9 février 1954.

Célibataire.

2°) Monsieur Christophe Camille CASSAGNEAU, commerçant, époux de Madame Sophie Catherine ALLAINE, demeurant à VENSAC (33590) 11 rue de Pargaux.

Né à LIBREVILLE (GABON) le 6 septembre 1957.

Moyennant le prix principal de 250.000 euros payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

2°) En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M. MONTEIL :

Le bien objet des présentes appartient à Monsieur MONTEIL pour en avoir fait l'acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Charles DAVID, notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 04 septembre 2020 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE depuis, de :

Monsieur Eric Robert TOURNIER, informaticien, demeurant à TARBES (65000) 1 rue La Bruyère, et Madame Isabelle CAMPOS, manipulateur en radiologie,

son épouse, demeurant à TOULOUSE (31300) 1 rue Emile Heybrard Le Clos Royal B24.

Monsieur est né à CASTRES (81100) le 11 juillet 1959,

Madame est née à LORCA (ESPAGNE) le 1er septembre 1959.

Mariés à la mairie de LEZIGNAN-CORBIERES (11200) le 5 septembre 1981 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Moyennant le prix principal de 75.000 euros payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

3°) En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M et Mme ASPERGES

⋮

Le bien objet des présentes appartient aux époux ASPERGES pour en avoir fait l'acquisition suivant acte reçu par Maître Jean -Claude FAU notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 25 octobre 2000 publié au service de la publicité foncière de CARCASSONNE depuis, de :

La Société dénommée **MB INVEST**, Société à responsabilité limitée (Société à associé unique) au capital de 100,00 €, dont le siège est à LEZIGNAN-CORBIERES (11200), 19, Cours de la République, identifiée au SIREN sous le numéro 804264620 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NARBONNE.

Moyennant le prix principal de 150.000 EUROS payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

4°) En ce qui concerne l'immeuble appartenant à M. Jean SIMONET :

Le bien objet des présentes appartient M. Jean SIMONET pour en avoir fait l'acquisition suivant acte reçu par Maître Jean -Claude FAU notaire à LEZIGNAN CORBIERES le 25 octobre 2000 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE depuis de :

-Monsieur BOUIJOUX Serge , Professeur d'Education Physique , demeurant à NARBONNE (Aude), 2 Impasse du Cocher, Montplaisir , divorcé en premières noces de Madame Martine GALAN et époux en secondes noces de Madame Angeline SAEZ

Né à LE DORAT (Haute Vienne) le 22 Juin 1946 ,

Marié en secondes noces avec Madame SAEZ, sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code Civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Frédérique LURENT-ANDRE, Notaire à NARBONNE, le 29 Juin 1999 préalable à son union célébrée à la Mairie de NARBONNE, le 31 Juillet 1999.

Divorcé en premières noces de Madame Martine GALAN, suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de NARBONNE, le 13 Décembre 1990, devenu définitif.

Moyennant le prix principal de 120 .000 Francs payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

FONDS SERVANT

Le bien objet des présentes appartient à la commune de LEZIGNAN CORBIERES au moyen des faits suivants :

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 15 décembre 2000 publié au service de la publicité foncière de NARBONNE le 15 décembre 2000 volume 2000P, numéro 11834.

La parcelle initialement cadastrée Section B numéro 1712 est devenue la parcelle actuellement cadastrée Section AV numéro 70

La Section B numéro 1712 pour en être propriétaire depuis avant 1948

CONSTITUTION DE SERVITUDE DE PASSAGE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit des fonds dominants ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule. Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce passage a pour assiette la parcelle cadastrée Section AV numéro 70.

Il devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner.

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties.

De sorte que le passage soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette dudit passage.

Cette servitude s'appliquera comme indiqué sur la plan cadastral annexé telle que matérialisée en rose.

Cette servitude sera constituée sans aucune indemnité, et pour les besoins de la publicité foncière, elle est évaluée à 150,00 €.

CONSTITUTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE DIVERS RESEAUX

NATURE DE LA SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Chacun des fonds dominant devra user de cette servitude en faisant passer les réseaux et canalisations à l'endroit le moins dommageable pour les autres fonds dominants et en passant par les accès les plus courts.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ses gaines et canalisations par les seuls services compétents à ses frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

Cette servitude sera constituée sans aucune indemnité, et pour les besoins de la publicité foncière, elle est évaluée à 150,00 €.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Les **BIENS** ne sont grevés d'aucune inscription.

ABSENCE D'INDEMNITÉ – OBLIGATION DE FAIRE

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité

FISCALITÉ - DÉCLARATIONS FISCALES

EVALUATION

Pour la perception de la taxe de publicité foncière au taux de l'article 678 du Code général des impôts et celle de la contribution de sécurité immobilière, les présentes sont évaluées à trois cents euros (300,00 eur).

DROITS

| | | | <u>Mt à payer</u> |
|---|----------|---|-------------------|
| <i>Taxe départementale</i> | x 0,70 % | = | 1,00 |
| 300,00 | | | |
| <i>Frais d'assiette</i> | x 2,14 % | = | 0,00 |
| 1,00 | | | |
| TOTAL | | | 1,00 |
| Le minimum de perception est de 25 Euros | | | 25,00 |

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

La contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur).

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces au propriétaire du fonds dominant s'effectuera en son siège social

La correspondance auprès du propriétaire du fonds servant s'effectuera en son siège social.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le propriétaire du fonds dominant (notaire)

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

PUBLICITÉ FONCIÈRE

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de CARCASSONNE.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : jean-charles.david@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

PROJET